

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1981

[C — 2003/29274]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française complétant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 janvier 2003;

Vu le protocole n° 279 du Comité de Secteur XVII, conclu le 29 janvier 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'en exécution de l'accord sectoriel formalisé par le protocole n° 255 du Comité de négociation du Secteur XVII, il s'impose que l'arrêté du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel, soit modifié avec effet au 1^{er} janvier 2003;

Considérant qu'il convient dès lors d'adopter ladite réglementation sans délai;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 avril 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre VI rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel :

« CHAPITRE VI. — *Utilisation de moyens de transport personnels dans des circonstances exceptionnelles*

Art. 9. Pour autant que l'autorité n'organise pas pour des cas concrets une offre de transport spécifique, il peut être permis aux membres du personnel qui ne peuvent pas du tout utiliser les moyens de transport en commun publics d'utiliser leur véhicule personnel sur une distance déterminée au préalable, à condition de se trouver dans une des situations suivantes :

1° un empêchement physique ne permet pas l'utilisation des transports publics de manière permanente ou temporaire;

2° le lieu de travail est éloigné de plus de deux kilomètres de l'arrêt de transport en commun public le plus proche;

3° l'horaire de travail irrégulier ou des prestations en service continu telles que définies par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, en y incluant le Centre fermé d'Everberg (Direction générale de l'Aide à la Jeunesse), excluent l'utilisation des transports publics;

4° l'utilisation des moyens de transport en commun publics n'est pas possible en raison d'un appel exceptionnel et urgent.

Art. 10. La nécessité d'utiliser le véhicule personnel, telle que décrite à l'article 9 est prouvée :

Pour le 1°, par un certificat médical qui est présenté en cas de doute pour contrôle au Service de santé administratif ; dans certains cas, il peut être accepté que le véhicule soit conduit par un tiers;

Pour le 2°, par des attestations des sociétés de transports en commun publics, qui desservent la région concernée, dans lesquelles il est clairement affirmé qu'il n'y a aucune offre, ou du moins pas aux moments nécessaires, de transports publics;

Pour le 4°, par une attestation de l'autorité qui convoque l'intéressé, dans laquelle il est explicitement mentionné que tout délai ou perte de temps aurait des conséquences défavorables sérieuses.

Art. 11. L'intervention lors de l'utilisation de moyens de transport personnels est calculée sur base de l'intervention dans le prix d'une carte de train valable un mois sur la distance admise.

Lorsque le déplacement ne s'est pas effectué journalièrement, le montant de l'intervention est multiplié par une fraction dont le numérateur représente le nombre de jours de travail et de déplacement et le dénominateur le nombre total de jours ouvrables au cours de ce mois.

L'intervention ne peut jamais être cumulée avec une intervention similaire dans les déplacements entre la résidence et le lieu de travail et inversement, sauf en cas d'appel exceptionnel et urgent motivé et dans ce cas uniquement avec un abonnement aux transports publics.

Art. 12. Le paiement est effectué sur base d'un état de frais introduit mensuellement, à l'expiration du mois civil au cours duquel les déplacements entre la résidence et le lieu de travail ont eu lieu.

Lorsque des membres du personnel qui satisfont à toutes les conditions posées voyagent ensemble dans un véhicule personnel, l'intervention est octroyée au conducteur du véhicule.

Art. 13. Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail visés à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française. »

Art. 2. Le chapitre VI et les articles 9, 10, 11, 12 et 13 du même arrêté deviennent respectivement le chapitre VII et les articles 14, 15, 16, 17 et 18 dudit arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,

R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1981

[C — 2003/29274]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter aanvulling van het besluit van 17 juli 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 houdende bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van 17 juli 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op het protocol nr.279 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 29 januari 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, vooral gemotiveerd door het feit dat, ter uitvoering van het sectorakkoord vervat in het protocol nr. 255 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, het nodig is dat het besluit van 17 juli 2002 houdende regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden, wordt gewijzigd met uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2003;

Overwegende dat die regeling bijgevolg zonder verwijl dient te worden goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 3 april 2003 van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Een hoofdstuk VI luidend als volgt wordt ingevoegd in het besluit van 17 juli 2002 houdende regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden :

« HOOFDSTUK VI. — *Gebruik van eigen vervoermiddelen in buitengewone omstandigheden*

Art. 9. Voor zover de overheid geen specifieke vervoergelegenheid aanbiedt voor concrete gevallen, kunnen de personeelsleden die helemaal niet de openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen kunnen gebruiken toelating bekomen hun eigen wagen te gebruiken voor een op voorhand bepaalde afstand op voorwaarde zich in een van de volgende toestanden te bevinden :

1° een lichamelijk letsel verhindert het bestendig of tijdelijk gebruik van de openbare vervoermiddelen;

2° de arbeidsplaats is verder afgelegen dan twee kilometer van de halte van het dichtst bijgelegen gemeenschappelijk openbaar vervoer;

3° door de onregelmatige uurregeling of prestaties in ononderbroken dienst, zoals bepaald bij het besluit van 21 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren met inbegrip van het gesloten centrum van Everberg (Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd), is het onmogelijk de openbare vervoermiddelen te gebruiken;

4° het is onmogelijk de openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen te gebruiken omwille van een buitengewone en dringende oproep.

Art. 10. De noodzakelijkheid zijn eigen wagen te gebruiken, zoals beschreven in artikel 9, is bewezen :

Voor 1° : door een medisch getuigschrift, dat in twijfelgeval ter controle wordt voorgelegd aan de Administratieve Gezondheidsdienst; in sommige gevallen kan men toelaten dat het voertuig door een derde wordt bestuurd;

Voor 2° : door attesten van de maatschappijen voor gemeenschappelijk openbaar vervoer die betrokken streek bedienen waarin klaar en duidelijk wordt bevestigd dat er geen gelegenheid van openbaar vervoermiddelen bestaat, of ten minste niet op de vereiste ogenblikken;

Voor 4° : door een attest van de overheid die betrokkene oproept, waarin er uitdrukkelijk wordt vermeld dat elk uitstel of tijdverlies ernstige ongunstige gevolgen zou hebben.

Art. 11. De tussenkomst voor het gebruik van eigen vervoermiddelen wordt berekend op basis van de tussenkomst in de kostprijs van een treinkaart met een geldigheid van een maand op de toegelaten afstand.

Wanneer men zich niet dagelijks verplaatst, wordt het bedrag van de tussenkomst vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het aantal arbeids- en verplaatsingsdagen weergeeft en de noemer het totaal aantal werkdagen tijdens die maand.

De tussenkomst mag nooit gecumuleerd worden met een gelijkaardige tussenkomst in de verplaatsingskosten tussen de verblijfplaats en de arbeidsplaats en omgekeerd, tenzij voor een gemotiveerde dringende en buitengewone oproep en in dat geval alleen met een abonnement van de openbare vervoermiddelen.

Art. 12. De betaling geschiedt op basis van een maandelijks ingediende statenkost, bij het verstrijken van de burgerlijke maand tijdens welke men zich tussen de verblijfplaats en de arbeidsplaats heeft verplaatst.

Wanneer de personeelsleden die aan alle opgelegde voorwaarden voldoen, zich samen in een persoonlijk voertuig verplaatsen, wordt de tussenkomst aan de bestuurder van het voertuig toegekend.

Art. 13. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de verplaatsingen tussen de woonplaats en de arbeidsplaats bedoeld bij het besluit van 26 november 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van het « Commissariat général aux Relations internationales », van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française ». »

Art. 2. Hoofdstuk VI en de artikelen 9, 10, 11, 12 en 13 van hetzelfde besluit worden respectievelijk hoofdstuk VII en de artikelen 14, 15, 16, 17 en 18 van bedoeld besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1982

[C - 2003/27350]

15 MAI 2003. — Décret

promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par « organes consultatifs », les conseils, commissions, comités et autres organes, quelle que soit leur dénomination :

1° qui sont créés :

a. soit par loi, par arrêté ayant force de loi, par arrêté royal ou par arrêté ministériel;

b. soit par décret du Conseil régional wallon, par arrêté du Gouvernement wallon ou par arrêté d'un ou plusieurs ministres;

2° et qui sont chargés principalement d'assister de leur avis, d'initiative ou sur demande, le Conseil régional wallon, le Gouvernement, un ou plusieurs ministres.

Art. 2. Chaque fois qu'au sein d'un organe consultatif, un ou plusieurs mandats effectifs ou suppléants sont à attribuer à la suite d'une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures présente, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsque l'obligation imposée à l'alinéa 1^{er} n'a pas été remplie, l'autorité investie du pouvoir de nomination renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Tant que l'obligation imposée n'a pas été remplie, le mandat à attribuer reste vacant.

Lorsqu'il est impossible de satisfaire à l'obligation mentionnée à l'alinéa 1^{er}, il peut y être dérogé moyennant une motivation spéciale inscrite dans le document de présentation et visée dans l'acte de nomination.

Art. 3. Deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif sont du même sexe.

Lorsque l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas remplie, les avis de l'organe consultatif ne sont pas valables, sauf si le ou les ministres dont relève l'organe concerné ou si la ou les autorités investies du pouvoir de nomination communiquent au Gouvernement, en la motivant, l'impossibilité de remplir l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er}.

La motivation est considérée comme adéquate par le Gouvernement sauf décision contraire de celui-ci dans les deux mois suivant la communication visée à l'alinéa 2.